

À propos d'une médiation européenne.

BALIBAR, Etienne, *L'Europe, l'Amérique, la guerre. Réflexions sur la médiation européenne*, Paris, éd. de la Découverte, coll. « cahiers libres », avril 2003, 190p. (15€ ; ISBN : 2-7071-4056-2)

L'Europe, l'Amérique, la guerre n'est ni un pamphlet, ni un plaidoyer *pro domo*. Etienne Balibar y expose au contraire fidèlement les principales thèses américaines sur les rapports de la politique et de la puissance. Il permet ainsi au lecteur européen de prendre la mesure des divergences Outre-atlantique et de se garder, peut-être, de l'illusion d'une Amérique uniment tournée vers la démonstration de sa puissance. Mesuré, donc, le propos de l'ouvrage – contrairement à ce que son titre pourrait laisser accroire – n'est pas de dresser l'énième diagnostic d'une fracture Europe-Amérique dont la guerre serait le catalyseur. A cet égard, il convient de souligner qu'il fut achevé en janvier 2003, soit avant le début des opérations de guerre en Irak. Et c'est là une "inactualité" heureuse : libéré de la contrainte d'une interprétation des événements, le projet philosophique qui sous-tend le discours d'E. Balibar peut s'épanouir et s'imposer à l'attention du lecteur.

L'ouvrage s'ouvre sur « les voix d'Amérique », à savoir les « appels qui nous parviennent en tant que nous sommes "européens" [et] qui nous viennent des Etats-Unis » (p. 15). Ces appels eux-mêmes sont disparates, de la « Lettre d'Amérique » cosignée par d'éminents universitaires pour justifier la légitimité des Etats-Unis à recourir à la puissance armée pour défendre les valeurs démocratiques à « l'appel aux Américains à écouter les Européens » d'Immanuel Wallerstein en passant par l'analyse controversée d'un « "renoncement" européen à la puissance » (R. Kagan). Malgré l'antagonisme de ces différents textes, E. Balibar y distingue néanmoins « comme un air de famille » dans la mesure où les uns et les autres se réfèrent à l'Europe ou à l'Amérique comme à de « grands individus », à des entités politiques stables et définies.

C'est là un présupposé propre à nous enfermer dans des impasses politiques. L'ensemble des thèses développées par E. Balibar peut être ressaisi dans la perspective de sa critique et de son renversement.

La « métaphysique de la puissance »

L'appréhension des entités politiques comme de « grands individus » présente un double inconvénient selon qu'elle s'exprime dans la version forte d'une segmentation des relations internationales selon une ontologie des cultures ou bien dans la version faible d'une substantialisation des identités politiques. Dans le premier cas, dont E. Balibar voit le paradigme dans le « choc des civilisations » thématiqué par Samuel Huntington (p. 143), le risque apparaît de naturaliser les conflits et d'en postposer à jamais la résolution. Dans le second cas, l'usage de la puissance se confond avec l'affirmation d'une entité politique comme « sujet unifié, aussi souverain que possible » (p. 36), quitte à circonvenir toute dimension politique en temps de crise, que ce soit à l'intérieur (état d'urgence ou d'exception) ou à l'extérieur (guerres justes ou préventives).

Dans l'une et l'autre perspective, l'antagonisme des entités politiques les détermine à appréhender les relations internationales sous le seul angle d'une affirmation agonistique de

leur puissance (voir la critique des thèses de R. Kagan, p. 102). C'est là, selon E. Balibar, la marque d'une « métaphysique de la puissance » dont il nous convie, dans cet ouvrage, à envisager la possible « déconstruction » (p. 103 et suiv.).

Deux caractéristiques principales de la « métaphysique de la puissance » se dégagent du texte d'E. Balibar. Elles se laissent regrouper sous ce que nous pourrions appeler son "double réductionnisme". Tout d'abord, cette « métaphysique » n'envisage d'autre influence d'une entité politique que celle correspondante à son rang dans les rapports de puissance. Cette réduction du pouvoir (ie. de toute capacité d'action politique) à la puissance explique, selon E. Balibar, les principales impasses actuelles en matière de relations internationales : en consacrant « l'égalité formelle des contractants », le régime des traités (outil juridique privilégié du droit international) « renforc[e] les inégalités de condition [notamment entre Etats forts et Etats faibles], ou du moins ne donn[e] aucun moyen de les corriger » (p. 117). Par conséquent, et au-delà du seul fait d'envisager les relations internationales sous le sceau d'un antagonisme radical, la « métaphysique de la puissance » implique, par ce premier "réductionnisme", la polarisation des rapports internationaux selon le modèle d'une confrontation *stratégique* des intérêts des puissances prévalentes. Il en résulte un second "réductionnisme" de la « métaphysique de la puissance », à savoir sa tentation d'inclure les origines et la solution des conflits locaux dans le schème d'une confrontation globale des civilisations (dont les limites reflètent souvent les sphères d'intérêt définies précédemment). En témoigne la tendance actuelle à traiter des enjeux géopolitiques contemporains selon une répartition des tâches entre les puissances capitales de chaque "civilisation" (aux Etats-Unis le désarmement de l'Irak, à la Chine celui de la Corée du Nord, p. 150).

L'Europe en « médiateur évanouissant » ?

A cristalliser voire à exacerber de cette manière les antagonismes, la « politique de puissance » (*Machtpolitik*) se révèle – au moins potentiellement – destructrice : « si la "crise" actuelle semble devoir délivrer une leçon [...] c'est que la politique de puissance ne va atteindre aucun de ses objectifs, mais va s'effondrer sur elle-même et sur nous » (p. 75). Mais au delà, *L'Europe, l'Amérique, la guerre* dénonce dans le postulat d'une clôture des « individus » politiques une véritable pétition de principe dans la mesure où il ignorerait les nombreux effets « d'externalisation » auxquels les entités politiques sont soumises, tant à l'intérieur (notamment par le jeu des migrations) qu'à l'extérieur de leurs frontières (comme en témoigne le modèle des « intérêts vitaux » constitutifs en partie de la rhétorique de la puissance développée Outre-Atlantique, p. 21). E. Balibar nous invite, quant à lui, à « relativise[r] leur fermeture » (p. 168).

L'Europe apparaît, sous certains aspects, exemplaire d'une telle indétermination des ensembles politiques. E. Balibar mentionne à cet égard la dynamique d'intégration de nouveaux membres (ex. de la Turquie, p. 36) ou bien le défi du « "devenir sujet" politique des migrants » (p. 169). Prenant acte de cette « composante dialectique » de l'identité européenne (p. 156), E. Balibar choisit une voie ardue, à savoir celle d'une alternative aux appréhensions traditionnelles (ontologique ou substantialiste) de la notion d'entité politique. Sa réflexion se pose dès lors définitivement dans le contrepoint des analyses de R. Kagan et de S. Huntington.

A l'encontre de la perspective d'un « choc des civilisations », il fait valoir que l'indétermination de l'ensemble européen – interprétée non comme un déficit d'identité mais

comme une ouverture – témoigne au contraire d'une vie propre des frontières (« *l'Europe est elle-même une frontière* », p. 33), d'une efficace spécifique dont il précise qu'elle

« suppose évidemment – à l'opposé des postulats de Huntington – que les "lignes de fracture" soient considérées en théorie et en pratique comme des lieux concrets de négociation, de complémentarité. » (p. 157)

Cette situation (« géohistorique », p. 156) de l'Europe au confluent des fractures de civilisation est un indice de l'action par laquelle elle peut se définir dans le concert international et notamment par rapport aux Etats-Unis. Hors d'une « politique de puissance » caractéristique des positions de R. Kagan, l'Europe peut faire valoir au contraire une compétence (acquise historiquement, p. 37sq.) de *médiation* comprise comme « un nouveau régime de puissance [...] essentiellement relationnelle » (p. 42).

C'est là prendre acte, de manière paradoxale, de l'incapacité de l'Europe à jouer à jeu égal de l'Amérique dans le modèle géostratégique d'une « politique de puissance ». Reconnaissant que, dans cette perspective, « l'Europe *n'existe pas* comme sujet au sens politique » (p. 28), E. Balibar transmue en argument les difficultés inhérentes à la désignation d'une "unité" ou bien d'une "identité" européennes. Selon lui, ces difficultés mêmes font signe vers une caractérisation plus avant du rôle potentiel de l'Europe au sein des relations internationales comme « médiateur évanouissant », à savoir

« pénétrer [...] dans la logique des conflits qui déchirent le "monde commun" d'aujourd'hui [ainsi que] s'engager activement dans la recherche de leur solution "multilatérale" », ceci compris « à la condition de "s'évanouir" à mesure que son intervention, ou sa médiation, se fait de plus en plus déterminante. » (p. 58-59)

Cette médiation sous la modalité particulière d'un effacement processuel est envisagée par E. Balibar comme une alternative « réaliste » à l'opposition stérile entre une « politique de puissance » (quand on en a les moyens) et une « impuissance travestie en politique morale » (p. 29). Mais dans quelle mesure peut-on encore parler d'une « Europe » dans ces conditions ? E. Balibar ne dissimule pas les difficultés qu'il rencontre à cet égard et formule lui-même l'objection qui pourrait venir à l'esprit de son lecteur : « Individualiser l'Europe et la désidentifier, ou la désubstantialiser, est-ce vraiment possible ? »

Nous touchons là au cœur du projet philosophique de *L'Europe, l'Amérique, la guerre* dans son effort pour envisager une alternative à la réduction moniste du pouvoir politique à la puissance (« au bout du compte la force militaire »). Tandis que, dans cette dernière perspective, l'action est comprise comme l'attribut nécessaire d'une affirmation agonistique des entités politiques dans leur individualité, E. Balibar nous enjoint à concevoir, au contraire, l'action comme *constitutive* d'une telle identité ou individualité. Si nous reprenons ce renversement dans le contexte de la question européenne, l'idée de « médiation évanouissante » traduit la tentative d'une résolution de l'aporie précédente par l'adoption d'un *critère pragmatique* de l'identité européenne où celle-ci s'appréhenderait comme « une qualité de l'action collective » (p. 37).

Pour une « antistratégie »

Cette inversion pragmatique consistant à « privilégier l'action par rapport à l'identité » (p. 35) est importante car elle permet à E. Balibar de dégager une modalité d'action collective qui se présente comme une anti-« politique de puissance » – ou, encore, comme une politique

de « l'im-puissance », selon l'expression qu'il forge expressément (p. 75). Cette politique engage une appréhension différente des enjeux internationaux, indépendante de la vision agonistique propre à la « métaphysique de la puissance ». Selon cette appréhension que tente de définir E. Balibar, le concept même de « frontières » subit une transformation corrélative à celle « d'identité politique ». Nous avons vu précédemment les frontières redéfinies comme « lieux de négociation ». Cela ne manquerait pas d'apparaître au lecteur comme singulièrement arbitraire voire naïf si cette redéfinition ne s'ancrait pas elle-même dans un renversement analogue à celui de la notion « d'identité politique », renversement qui transparait dans l'idée que « la frontière *pragmatique*, la vraie, est plus épaisse entre le parler de Nanterre-Ville et celui de Nanterre-Université qu'entre ce dernier et celui de la Humboldt Universität » (p. 72). Le Cahier central du journal *Libération* intitulé « Perpignan, jeux de frontières » apporte une illustration intéressante de ce point de vue (29-30 novembre 2003). Ainsi, les frontières ne se réduisent pas, dans l'esprit d'E. Balibar, à des limites physiques, intangibles, mais se comprennent principalement comme des limites symboliques, dont le critère principal n'est pas leur localisation (même si des frontières physiques recouvrent souvent les frontières symboliques) mais leur intensité (ie. le degré d'incompréhension des "voisins").

Dans une politique de médiation, l'intervenant cherche à favoriser par son action une réduction des frontières symboliques existant entre les parties d'un conflit. Devenant de fait une « tierce partie », son objectif réside dans la « traduction » des antagonismes afin de mettre les protagonistes en état de « résoudre eux-mêmes » le conflit qui les oppose. La référence de Balibar aux accords d'Oslo témoigne de l'ambition, mais aussi de la "praticabilité" d'une telle politique de médiation. Sa mise en œuvre reste néanmoins suspendue à deux conditions pratiques, sinon préalables du moins corrélatives. Elles dessinent les contours d'une « politique de l'im-puissance » comprise comme « antistratégie » et permettent de donner « un contenu réaliste à un projet de "médiation européenne" » (p. 35).

La première condition est celle d'une stabilisation des rapports de puissance ainsi que d'une régulation procédurale des « inégalités de condition » par la « relance [...] d'une réduction générale des armements sous contrôle mutuel, immédiate et sur le long terme » dont l'initiative reviendrait à l'Europe (p. 47). Le lecteur peut douter de la réalisation prochaine, voire même de l'initiative, d'un tel projet. E. Balibar ne se leurre pas sur le fait qu'il présente « d'évidentes difficultés » et qu'il « suppose d'une certaine manière résolu le problème même qu'il faut résoudre » (*ibid.*).

La seconde condition d'une « antistratégie » semble déterminer de manière plus précise les formes que pourrait prendre une « politique de l'im-puissance », du moins présentement. Il s'agirait, à l'encontre d'une géostratégie des rapports de puissance, de « ramener *antistratégiquement* les conflits de leur détermination globale à leur détermination locale ». C'est à cette condition qu'une politique de médiation éviterait de « "transcender" le conflit lui-même » et « respecter[ait] *l'autonomie de décision*, la capacité d'*autodétermination* » des protagonistes (p. 123). Le lecteur trouvera aussi sous cet aspect la caractérisation la plus précise d'une « antistratégie » au sens d'E. Balibar :

« Une "antistratégie", au sens où j'essaie de préciser l'acception de ce terme, est [...] une façon de privilégier les déterminations locales, à la fois parce qu'elles correspondent à des spécificités historiques et géographiques qui contiennent les racines du conflit et ainsi les prémisses de sa solution, et parce qu'elles permettent d'*assigner les responsabilités*, font prévaloir l'activité sur la passivité : une passivité qui prend aujourd'hui la forme de la conviction que le processus "global" commande tout, ou permet tout. » (p. 50)

Enjeux pour une philosophie politique

L'Europe, l'Amérique, la guerre se clôt par un élargissement de la réflexion d'E. Balibar. Il répond à l'objection que son *antistratégie* « court-circuiterait l'ONU » (p. 175sq.). C'est là pour nous l'occasion d'une réflexion sur les apports de l'ouvrage à une philosophie politique.

Concernant l'échec ou, *a minima*, la remise en cause du rôle de l'ONU dans la régulation des relations internationales, E. Balibar y voit la conséquence de son ancrage dans la « politique de la puissance » formant ossature du droit international (p. 117). Son action politique est en cela contrainte par la vision substantialiste des entités politiques dont témoignent les représentations diplomatiques permanentes auprès d'elle (p. 188). Selon E. Balibar, une autonomisation de l'ONU dans son action politique est néanmoins possible à la condition, premièrement, de lui appliquer le principe de désubstantialisation des ensembles politiques et, deuxièmement, qu'on lui reconnaisse un rôle antistratégique de *médiateur* analogue à celui que l'Europe devrait incarner.

Plutôt que de l'envisager comme la garante (qu'elle ne peut pas être) d'une « politique intérieure mondiale » ou d'une « police internationale » (p. 118), les enjeux d'un pouvoir (non d'une puissance !) de l'ONU nous engageraient à lui assigner la responsabilité d'explicitier les relations d'immanence (référence à l'analyse foucauldienne du pouvoir, p. 104) qui traversent chaque conflit, de créer du sens par l'interprétation et la médiation, « d'instituer les échanges linguistiques » (p. 59) entre les protagonistes. Il s'agit là d'une tâche certainement condamnée à un éternel recommencement, certainement vouée à l'échec dans certains cas. Mais le fait même de placer l'action collective au principe d'une individualisation des entités politiques (dont l'ONU) nous introduit dans une conception *faillibiliste* et, partant, à certains égards *procédurale* de la rationalité politique. Sur ce point, le lecteur pourra regretter que le format réduit de *L'Europe, l'Amérique, la guerre* interdit à E. Balibar d'envisager certaines objections possibles à un tel engagement philosophique. En particulier, on peut se demander s'il suffit de souligner les impasses d'une politique de puissance pour lui dénier l'avantage de ne pas présumer de la bonne volonté des antagonistes à s'entendre et de prendre en compte les contraintes institutionnelles empêchant parfois l'établissement même d'un processus de médiation. Si nous nous référons aux résultats récents des élections en Irlande du Nord, il semble que nous assistons ainsi à une conjonction de ces deux facteurs incompatibles avec l'instauration d'une quelconque médiation : l'arrivée au pouvoir des partis radicaux (unionistes protestants et Sinn Féin – voir *La libre Belgique* des 27 et 28 novembre 2003) ne matérialise-t-elle pas une volonté de pérenniser la fracture sans qu'il soit loisible, par exemple à la Grande-Bretagne, d'instaurer une quelconque médiation à l'insu des tenants désormais légitimes du pouvoir institutionnel ?

Il ne s'agit pas là de dénier l'intérêt philosophique du présent ouvrage mais plus modestement de souligner qu'il lui incombe encore certaines charges de la preuve pour se poser définitivement en concurrence du paradigme quasi-exclusif de la « politique de puissance ». Cette critique nous semble rejoindre le propos même d'E. Balibar. Ce qu'il nous propose dans *L'Europe, l'Amérique, la guerre*, ce n'est pas de faire table rase des conditions actuelles du droit international, de les renverser *ab ovo*, mais d'envisager la possibilité – l'urgence comme la légitimité – d'engager un mouvement *en direction* d'une refondation « antistratégique » des relations internationales. Il semble que, sur ce point, le présent ouvrage expose un certain nombre d'arguments à même d'emporter la conviction que les conditions sont aujourd'hui réunies pour initier un tel mouvement, notamment parce qu'il

en va de la capacité même de l'ONU à se poser comme une entité politique dotée d'un certain pouvoir. Elle semble ainsi prise – à l'instar de l'Europe – dans la nécessité de redéfinir pragmatiquement son identité par l'adoption d'une posture médiatrice, ce qui permet à E. Balibar de conclure que

« L'autorité des Nations Unies [...] ne peut pas être invoquée comme un principe déjà donné mais [...] elle peut être construite. Et sa construction fait un avec un élargissement et un renouvellement assez considérables du champ de la politique. » (p. 189)

C'est là le dernier aspect philosophique de *L'Europe, l'Amérique, la guerre* que nous voulions souligner, à savoir son horizon constructionniste. Il implique, selon nous, des alternatives intéressantes en termes de normativité internationale. D'une part, la médiation des antagonismes recelant – par son action même – des potentiels d'accord, voire de résolution des différends, elle rend envisageable l'adoption d'engagements mutuels en deçà de la seule expression des rapports de puissance. Cette normativité rétroagirait de l'ordre local sur l'ordre global : « c'est la notion d'une politique irréductible à la forme juridique *et* au modèle étatique classique qui se révèle à la fois indispensable et fuyante » (p. 123). D'autre part, cette forme alternative de normativité processuelle préserverait – à suivre Balibar – la possibilité d'une *universalité* (en ce compris juridique) déparée du soupçon d'hypostase des valeurs occidentales. Dans le contexte d'une *médiation* des antagonismes, l'universel se conçoit, au contraire, comme le produit de leur confrontation dialogique : « il faudrait voir alors dans l'universalisme non pas la *propriété* d'une civilisation déterminée, ou l'*obstacle* à l'affirmation autonome des civilisations [...] mais la *construction* qui peut résulter du travail critique de *chacune* d'entre elles contre ses illusions d'unicité et d'universalité » (p. 156).

Jean-Claude K. Dupont

Aspirant en philosophie au FNRS